

Faits à l'appui

Autor(en): **Delley, Jean-Daniel**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): **26 (1989)**

Heft 941

PDF erstellt am: **04.06.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-1010928>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Faits à l'appui

(jd) Il y a ceux qui font confiance au marché, ceux qui n'en finissent pas de conduire des expériences-pilotes, ceux qui mettent leur législation sous cadre pour mieux l'admirer, ceux qui s'agitent en tous sens pour se donner l'illusion d'agir, ceux qui font mousser quelques mesures accessoires pour faire oublier qu'ils ne touchent pas à l'essentiel. Enfin, il y a ceux qui se sont fixé des objectifs, qui ont mis en place les moyens de les atteindre, qui contrôlent régulièrement les résultats obtenus et qui, le cas échéant, adaptent leur action. Voilà en gros comment on peut classer les cantons suisses en matière d'économie d'énergie.

Dans la dernière catégorie, on ne trouve aucun canton romand; Bâle-Campagne, par contre, y est, fidèle à une politique inaugurée il y a plus de dix ans — cohérence dans l'opposition au nucléaire obligeant. Avec son demi-frère de la ville, il se dote en 1977 déjà d'une conception directrice de l'énergie, complétée en 1980 par des objectifs de réduction de la consommation et de substitution. Pour ce faire, il dispose depuis 1979 d'une loi sur l'énergie; un texte court, qui ne se perd pas dans les détails. Mais un texte édicté pour obtenir des effets. Cette volonté politique se traduit par un bilan critique établi tous les trois ans à l'intention du Grand Conseil.

Difficultés et succès

Dans son dernier rapport du 31 janvier 1984, le gouvernement passe en revue les problèmes de mise en œuvre des différentes dispositions de la législation et apprécie les résultats obtenus.

Ainsi par exemple, en matière d'isolation des bâtiments et d'installations techniques, le rapport constate que les requérants se contentent encore trop souvent d'observer les prescriptions minimales au lieu de chercher à optimiser les besoins énergétiques par une planification globale du projet. Par ailleurs, de nombreuses requêtes sont incomplètes, ce qui impose un travail supplémentaire à l'administration. Pour remédier à ces insuffisances, le canton se propose d'adopter une nouvelle norme globale

sur le besoin en énergie des bâtiments et d'introduire une taxe pour les requêtes lacunaires.

Le décompte individuel des frais de chauffage est obligatoire dans les bâtiments neufs depuis le 1^{er} juillet 1980. Bâle-Campagne est le seul canton suisse qui a imposé et appliqué cette prescription aux bâtiments existants; l'économie annuelle est estimée à l'équivalent de 8000 tonnes de mazout au minimum. Un travail de pionnier dont pourraient s'inspirer tous les cantons qui justifient leur inaction par des difficultés techniques.

Passons sur les autres chapitres (climatisation, contrôle des émissions, subventions) qui tous donnent des informations intéressantes sur les résultats obtenus et les améliorations possibles. Notons au passage que les Bâlois ne sont pas tyrannisés par une administration tâtonne à cheval sur ses règlements; c'est toujours l'efficacité qui prime sur la lettre de la loi. Le chapitre sur la climatisation illustre bien cet état d'esprit.

Donner l'exemple

Sur la base de ce bilan, les députés sont saisis d'une série de modifications légales qui ont fait l'objet d'une large consultation des communes, des partis et d'organisations diverses. Parallèlement, le Conseil d'Etat soumet au parlement

un projet portant sur les principes de la politique énergétique cantonale; dans ce texte, le canton et les communes s'engagent à poursuivre les buts de la politique énergétique de manière exemplaire, aussi bien lors de la construction de leurs bâtiments que dans le cadre de l'acquisition et de l'entretien des installations et des véhicules. Ils effectuent un contrôle d'efficacité et en publient les résultats. La consommation moyenne de chaleur dans les bâtiments cantonaux doit être abaissée à moins de 500 mégajoules/m² d'ici 1993 et la consommation d'électricité du parc immobilier du canton ne doit pas dépasser en 1994/1995 celle de la période 1987/1988.

Le gouvernement bâlois souhaite que son effort ne reste pas isolé en Suisse; il attend des mesures prises un effet positif sur la scène énergétique fédérale.

P.S. Le gouvernement de Bâle-Campagne vient également de présenter un projet de loi sur la protection de l'environnement. Ce projet prévoit d'attribuer des bons d'émission aux détenteurs d'installations dont les émissions sont inférieures de deux tiers aux normes obligatoires. Ces bons seront négociables mais ne portent que sur les limitations d'émissions plus sévères édictées par le canton. Par ailleurs, plusieurs émetteurs pourront se regrouper afin d'être soumis à une limitation globale. Enfin, lors d'une requête en autorisation d'une nouvelle installation, l'autorité examinera aussi si les limites d'émission ne sont pas atteintes dans les régions rurales et à Bâle-Ville. ■

MARKUS LUSSER, PRÉSIDENT DE LA BANQUE NATIONALE SUISSE

Un banquier non conformiste

(yj) Il a fait une carrière linéaire, n'exprimant aucune prédisposition aux écarts de pensée ni de langage, dans un secteur où l'orthodoxie ne tolère aucune dérogation et où la discrétion tient lieu de politique de la communication. Et pourtant, il pense et dit des choses étonnantes, Markus Lusser, né en 1931, engagé en 1959 comme jeune juriste au secrétariat de l'Association suisse des Banquiers, passé en 1981 au directoire

de la Banque nationale suisse, qu'il préside depuis mai dernier.

Vérités désagréables

Lusser a fait plusieurs déclarations fracassantes, notamment sur la surveillance des prix et la nécessité d'y soumettre les taux d'intérêt, hypothécaires en particulier; on se souvient en-